

Solidaires



Le 19 juin : On ne discute pas avec un pistolet sur la tempe.

Jeudi 25 juin : Ensemble contre la mort programmée des EPST et de la recherche publique

Fidèle à la nouvelle devise du CNRS « dépasser les frontières », les fossoyeurs du service public exilent à Genève le Conseil d'Administration du CNRS du 25 juin pour avaliser tranquillement, à travers le contrat d'objectifs (sans moyens) et la modification du décret organique, des pièces essentielles de leur projet.

Plus fort que la fuite à Varenne de l'INRA pour imposer le « contorsium » agronomique en avril dernier ! L'enjeu est de taille : tous les personnels (EPST et universités) sont concernés par cette reconfiguration totale du paysage de la recherche publique (emploi, évaluation, financement, gestion des UMR).

Et tous les moyens sont bons, y compris l'intervention totalement abusive de Madame Pécresse qui s'est invitée en plein débat sur ce contrat d'objectifs au Conseil scientifique du CNRS, instance prétendument indépendante, et ce afin d'y arracher la majorité (de justesse : 6P, 5C, 2A) en faveur de ce marché de dupes !



Ce contrat d'objectifs et le projet de refonte du décret organique du CNRS - dévoilé il y a seulement 8 jours - transforment de fait l'organisme d'EPST en... EMR, *Etablissement de Management de la Recherche* ! Manifestement la ministre de la recherche veut clore sa « mission » de démolition des EPST avant de quitter son ministère !

Pour tout savoir sur les dangers de ce décret :

http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/article.php3?id_article=642

Nous savons que ces réformes se traduiront pour les personnels par encore plus de précarité, de mise sous pression et de concurrence exacerbée, avec la négation du travail d'équipe - le comble en recherche ! - et pour ceux qui ne seront pas parmi les plus "performants" selon les critères de l'AERES : la porte ! C'est ce que permettra - pour tous les fonctionnaires - la loi « mobilité » que le gouvernement cherche également à faire passer en force d'ici l'été.

Au terme d'un semestre de lutte, nous sommes plus révoltés que jamais et continuons la résistance face au rouleau-compresseur des réformes destructrices de « Fillon-Sarkozy ».



**Faisons de ce 25 juin une nouvelle journée de résistance et d'échange sur nos luttes et le service public de recherche que nous voulons !
Rendez-vous notamment au siège du CNRS, à partir de 11H,
3 - Rue Michel Ange (16^e)**

Ce 19 juin : pas question de discuter au Ministère avec un pistolet sur la tempe !

Lettre ouverte (extraits) adressée par notre syndicat à la Ministre

Madame la Ministre, les organisations syndicales des personnels de l'enseignement supérieur et des EPST ont reçu une invitation à participer le 19 juin prochain à «une réunion sur l'emploi scientifique et les organismes de recherche» organisée par M. Gilles Bloch, Directeur général

pour la recherche et l'innovation, à la demande du Cabinet de la Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

SUD-Recherche-EPST ne sera pas présent à cette réunion :

- Les conditions pour une discussion utile permettant de répondre aux attentes des personnels ne sont en effet nullement réunies (...)
- Le fait d'apprendre par la presse (*Le Monde du 16 juin*) que **vous avez déjà acté la création d'un groupe de travail** avec notamment « *les syndicats, pour arrêter une prospective de l'emploi scientifique public pour les dix prochaines années, discipline par discipline...* » nous conforte dans notre opinion.
- Votre seul objectif est de vous redonner un « vernis » social de concertation, en **instrumentalisant sans complexe les syndicats** (...)

Le 30 mars dernier, nous étions signataires de l'intervention unitaire demandant « *des réponses immédiates et des engagements précis du gouvernement* » sur une liste de 8 points.

Nous n'avons obtenu aucune des réponses, aucun des engagements demandés.¹ si ce n'est la compensation du coût des chaires «jeunes enseignants-chercheurs» pour les EPST (mais non leur abandon) et l'assurance qu'il n'y aurait pas de contrat d'objectifs sans un engagement de l'Etat sur les moyens.

Sur ce point, votre engagement n'a pas tardé à être démenti :

- Les représentants du personnel au CA du Cemagref se sont vus opposer une fin de non recevoir à leur demande de rouvrir le dossier du contrat d'objectifs de l'Etablissement (...)
 - Aujourd'hui, c'est le contrat d'objectifs du CNRS (...) il est simplement indiqué que «*la partie Moyen fera l'objet d'un avenant au présent contrat après la discussion budgétaire à l'automne.*
- (...) Dissocier les deux volets s'apparente à un véritable chantage : «*acceptez d'abord les réformes, pour les moyens on verra ensuite !*».

En dépit du rejet massif exprimé par les personnels et leurs représentants, vous avez depuis le 30 mars imperturbablement continué à mettre en œuvre, à marche forcée, toutes vos «réformes», dans l'enseignement supérieur et dans la recherche, avec notamment le « *consortium agronomique* » et « *l'Alliance des Sciences du vivant et de la santé* » sans oublier le « *contrat doctoral* »

Pour notre part, nous ne pouvons passer par «pertes et profits» les suppressions de postes opérées au budget 2009, ni nous contenter d'une vague annonce de non-suppressions d'emplois en 2010 et 2011, alors que l'emploi précaire ne cesse de se développer.

Nous ne pouvons cautionner la poursuite accélérée du démantèlement des EPST. **Comment prétendre que ce seront encore des organismes de recherche publique de plein exercice ? :**

- **Dépouillés de leur fonction de programmation** au profit de l'ANR et des instituts (...)
- **Dépouillés de leur fonction d'évaluation** des unités de recherche au profit de l'AERES,
- **Dépouillés, en grande partie, de leur fonction d'opérateur de recherche** (...)

Le 19 juin, au Ministère, comment discuter «emploi scientifique» sans que ne soit mis en priorité un plan de création d'emplois pour résorber la précarité ? Comment discuter «organismes de recherche» sans que ne soient retirées toutes les mesures qui conduisent à leur disparition (...)

Ne comptez pas sur nous pour redorer l'image d'un ministère qui prétend ouvrir une concertation, au moment même où dans le secteur de l'enseignement supérieur l'échec des réformes est si patent, que même la très coopératrice CPU (*Conférence des Présidents d'Université*) vient de jeter l'éponge, devant le mépris affiché de son travail en commission. !

Nous considérons donc tout à fait inutile de nous rendre à cette réunion. Vous connaissez nos demandes, déjà maintes fois exprimées. **Ce sont des actes que nous attendons comme réponses.**

Recevez, Madame la Ministre, nos salutations déterminées, en défense du service public de recherche

SUD-Recherche EPST, jeudi 18 juin

¹ L'inadéquation entre les demandes exprimées par les organisations syndicales et associations co-signataires (le 30 mars) et les «réponses» que vous y avez apporté est édifiante :

http://www.sud-recherche.org/SPIPprod/IMG/pdf/annexe_Lettre_a_VP_comparatif_revendications_30_mars.pdf